

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA DÉSObÉISSANCE CIVILE ET CITOYENNE EST TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Paris, le 3 novembre 2015

Il se dit dans les réseaux sociaux que les relations entre les deux plateformes de l'opposition, l'IDC et le Frocad, ne sont plus au beau fixe... L'IDC et le Frocad n'auraient plus la même stratégie de lutte contre le Coup d'Etat anticonstitutionnel en cours...

Il s'agit là – bien sûr – de la guerre des ondes entre information et désinformation en vue de déstabiliser la résistance civile et citoyenne entreprise avec succès.

Je me permets par ces quelques mots de réaffirmer – à nos militants bien entendu mais également à la communauté internationale –, que l'accord de partenariat entre l'IDC et le Frocad n'est en aucun cas remis en question ou sujet à discussion par l'une ou l'autre des parties. La nouvelle majorité républicaine fait front face au changement illégal de la Loi fondamentale. Sa stratégie demeure inchangée.

Le dysfonctionnement constaté dans la communication sur les actions que l'IDC et le Frocad mènent ensemble, est regrettable mais n'a nullement pour conséquence la dénonciation de l'alliance stratégique qui les unit.

Sous l'égide de la Communauté internationale (le PNUD et l'Union Européenne notamment), l'IDC et le FROCAD se sont accordés pour l'ouverture d'une ultime négociation avec le pouvoir en place, la majorité républicaine ne cessant de privilégier l'unité nationale et la paix sur la violence et le chaos. C'est – je le rappelle – le but direct de la désobéissance civile et citoyenne que nous avons engagée pacifiquement et sans armes depuis le 20 octobre dernier.

Dans le cadre de ces tractations, l'IDC et le Frocad ont exprimé trois conditions intangibles :

- La levée immédiate de la séquestration des deux leaders de la majorité républicaine, les députés André Okombi Salissa et Guy Parfait Kolelas ;
- Le retrait sine die du projet de la nouvelle Constitution dont les résultats officiels du scrutin référendaire ont été vivement dénoncés par la presse et la communauté internationales, comme nuls et de nul effet ;
- La mise en place d'une commission électorale indépendante dans les plus brefs délais, seul point de consensus entre les acteurs politiques et civils congolais.

Ces tractations ont abouti à la levée immédiate de la séquestration lundi 2 novembre des deux députés André Okombi Salissa et Guy Parfait Kolelas, qui sont désormais libres de leur mouvement, et devraient se poursuivre afin d'aboutir aux négociations sur le retrait du projet de la nouvelle constitution ainsi que sur la mise en place d'une commission électorale indépendante dans les meilleurs délais.

La désobéissance civile et citoyenne n'est donc en aucun cas annulée mais reste conditionnée par l'issue de ces négociations.

En cas d'échec et/ou de promulgation de la nouvelle Constitution, il est évident que l'IDC et le Frocad reprendront immédiatement le calendrier des actions envisagées jusqu'à l'organisation du méga-meeting au boulevard Alfred Raoul du 7 novembre.

L'IDC et le Frocad sont présentement en concertation pour continuer à parler d'une seule et même voix et mettre en déroute la stratégie funeste d'instrumentalisation ethnique de la crise de gouvernance actuelle orchestrée par le président Denis Sassou Nguesso.

À PROPOS DE CHARLES ZACHARIE BOWAO



Charles Zacharie Bowao est une personnalité politique congolaise.

Professeur des universités et titulaire d'un doctorat d'État ès lettres et sciences humaines, Charles Zacharie Bowao est un des membres fondateurs de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC) créé le 1er août 2015.

Ancien membre du bureau politique du Parti congolais du Travail (PCT) dont il a démissionné avec fracas le 25 septembre 2015, Charles Zacharie Bowao a servi le gouvernement congolais de 2007 à 2012 en tant que Ministre en charge de la Défense (2009-2012) et en tant que Ministre en charge de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Solidarité (2007 – 2009).

En parallèle de son implication dans la conception de la Constitution du 20 janvier 2002, Charles Zacharie Bowao a été Secrétaire Général Adjoint du gouvernement de mars 1999 à mars 2007.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

presse@czbowao.com

@CharlesZBowao

#charleszachariebowao

#CongoB

#ensembleentronsdanslavenir